

Confiée au départ au ministère de tutelle, sa réalisation n'a pas atteint les objectifs escomptés puisque pratiquement l'ensemble des opérations inscrites à son indicatif n'ont pas été menées à leur terme malgré l'importance des moyens débloqués.

En effet, sur plus d'une quarantaine d'opérations recensées qui ont donné lieu à la passation de plus de trois cent (300) marchés et autant de commandes, rares sont les ouvrages qui ont été réalisés ou équipés en totalité, alors que plus d'un milliard et demi de dinars ont été consommés.

Si certains ouvrages ont été purement et simplement annulés, beaucoup d'autres continuent d'accuser un rythme d'avancement très lent dû à une multitude de défaillances des co-contractants qui ne s'expliquent, en partie, que par l'absence de rigueur des responsables successifs de l'administration centrale.

Les retards ainsi accusés dans l'exécution des marchés, allant de 12 mois à 13 ans, ont causé des perturbations qui se sont traduites par des détournements d'affectation ou des sur utilisations des structures existantes, voire par des suppressions de certaines activités du programme pédagogique ou social.

Cette même absence de rigueur est aussi à l'origine des principales anomalies relevées dans l'exécution des opérations d'investissement inscrites à l'indicatif de l'USTHB.

Donc, plutôt que d'assurer un suivi rigoureux des réalisations de ce gigantesque projet et d'user des moyens contractuels et autres pour ne pas laisser surgir et se perpétuer les nombreuses défaillances des partenaires cocontractants les responsables du ministère et de l'USTHB ont paradoxalement fait montre d'une carence qui ne pouvait être que préjudiciable.

En définitive, vingt ans après sa création, l'USTHB ne dispose pas encore entièrement des infrastructures et équipements projetés pour assurer convenablement les missions qui lui sont dévolues, alors que ses effectifs passés en 1993/1994 à 24.200 étudiants ne cessent d'augmenter continuellement.

I-Opérations d'investissement gérées par le ministère

Bien que les documents et pièces relatifs aux opérations inscrites à l'indicatif du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique n'étaient pas en totalité disponibles au siège du ministère en raison, d'après les responsables concernés, de l'ancienneté des projets et des déménagements successifs du ministère qui ont entraîné une désorganisation des archives, la Cour a pu néanmoins relever, parmi ces opérations, que rares sont celles qui ont été réalisées et normalement clôturées.

Sur la douzaine d'opérations recensées dont il a été trouvé trace, trois (3) seulement ont été clôturées sans toutefois être entièrement achevées.

1-Opérations clôturées mais non achevées

La première de ces opérations inscrite en 1973 a été clôturée douze (12) années après, soit le 15 juin 1985. Elle portait sur l'étude, la construction et l'équipement de l'ex-Université des Sciences et de la Technologie d'Alger (USTA).

Les restes à réaliser (RAR) en termes financiers, sont estimés à 636.072.177,85 DA soit un taux de 82,34% de l'autorisation de programme dont le montant est passé initialement de 334.940.000 DA à 772.417 000 DA à la clôture de l'opération.